



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR - CENTRE

135 rue Lavoisier
ZI Sud
71000 Mâcon

Références : AC/NM/2025/M_02
Code AIOT : 0005401130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement EPUR - CENTRE implanté 135 rue Lavoisier 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR - CENTRE
- 135 rue Lavoisier 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EPUR CENTRE exploite sur la commune de Mâcon une installation de tri/transit de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une déchetterie et une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 mars 1997, modifié successivement par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires, dont le dernier en date du 15 juillet 2014 encadre le site actuel.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des AMPG suite à APMD	AP de Mise en Demeure du 30/01/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Rejets dans les eaux superficielles – rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Rejets dans les eaux superficielles - toute activité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	VLE applicables aux eaux résiduaires - rubrique 2710-2	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	VLE applicables aux eaux résiduaires - rubrique 2712-1	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux permettant le retour à la conformité suite à la précédente visite. Cependant, si des analyses ont été menées, elles :

- Ne sont pas espacées de 3 mois minimum comme demandé.

- Elles ne comportent pas l'ensemble des paramètres prévus.

Néanmoins, la très grande majorité des valeurs présentées est conforme sur les 2 analyses réalisées. L'exploitant pourra réaliser une nouvelle analyse, en veillant à avoir 2 valeurs mesurées pour l'ensemble des paramètres, et si la conformité se vérifie à nouveau il pourra être procédé à la levée de la mise en demeure.

Même si la mise en demeure ne peut pas être considérée comme respectée, compte-tenu des éléments précités et des travaux réalisés on ne propose pas de suites administratives à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des AMPG suite à APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le retour à la conformité devra être justifié par au moins deux analyses conformes aux arrêtés ministériels susvisés, réalisés à partir de prélèvements effectués par des organismes de contrôles externes, à 3 mois d'intervalles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son réseau d'eau et ses rejets.</p> <p>Le site dispose d'un seul point de rejet, présenté sur plan et vu <i>in situ</i>. Le réseau de captage des eaux pluviales de la plateforme passent par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau de collecte communal. Ce réseau abouti ensuite au milieu naturel sans passer par une station d'épuration.</p> <p>L'exploitant indique qu'il avait changé son séparateur en mai 2023. Les analyses qui ont suivi se sont d'abord avérées conformes, menant à la levée de la première mise en demeure, puis d'autres dépassements constatés lors de la précédente inspection ont menés à la prise de la mise en demeure du 30 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant indique que ces dépassement seraient liés au détachement d'une des parois du séparateur, désormais réparé.</p> <p>L'exploitant a présenté 2 analyses des rejets aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le contrôle EUROFINIS du 26/02/2024 (portant notamment sur la détection de PFAS). • Le contrôle du laboratoire départemental de Côte-d'Or du 03/04/2024. <p>Les analyses présentées ne sont pas espacées des 3 mois prévus par la mise en demeure, et ne comportent pas l'ensemble des paramètres prévus. Cependant, il est procédé à une analyse des valeurs mesurées pour chaque texte visé dans la mise en demeure (voir constats suivants), afin d'évaluer le degré d'écart des installations à la réglementation.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmettra les justificatifs nécessaires attestant de la conformité des rejets à l'ensemble des VLE fixées au tableau annexé aux points de contrôle.</p> <p>Il devra, pour chaque paramètre, présenter 2 valeurs conformes espacées d'au moins 3 mois.</p> <p>A défaut de présenter 2 analyses complètes comportant chacune l'ensemble des paramètres, il établira un tableau de synthèse qu'il joindra aux justificatifs.</p> <p>L'ensemble des éléments sera transmis sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets dans les eaux superficielles – rubriques 2711, 2713, 2714 et 2716

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Voir colonne "Rubrique 2713 et 2714 (E)" du tableau placé en annexe</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des analyses menées en 2024 par EUROFINs et le laboratoire de Côte-d'Or sur ses rejets aqueux.</p> <p>Concernant les VLE fixée par l'arrêté visé en objet du présent point de contrôle, il ressort que l'exploitant devra justifier de sa conformité pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chrome VI - 1 analyse manquante • Zinc - non conformité sur 1 analyse à 0.914 pour 0.8 • Fluorure - 1 analyse manquante • Cyanure libre - 1 analyse manquante • HAP - 1 analyse manquante <p>Les valeurs sont conformes pour les autres paramètres sur les 2 analyses présentées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs nécessaires attestant de la conformité des rejets à l'ensemble des VLE fixées au tableau annexé aux points de contrôle.</p> <p>Il devra, pour chaque paramètre, présenter 2 valeurs conformes espacées d'au moins 3 mois.</p> <p>A défaut de présenter 2 analyses complètes comportant chacune l'ensemble des paramètres, il établira un tableau de synthèse qu'il joindra aux justificatifs.</p> <p>L'ensemble des éléments sera transmis sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rejets dans les eaux superficielles - toute activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Voir la colonne "Rubrique 2718 (A)" de l'annexe
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des analyses menées en 2024 par EUROFINs et le laboratoire de Côte-d'Or sur ses rejets aqueux. Concernant les VLE fixée par l'arrêté visé en objet du présent point de contrôle, il ressort que l'exploitant devra justifier de sa conformité pour les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• Température - 1 analyse manquante• Ph- 1 analyse manquante• Chrome VI- 1 analyse manquante• Fluorure- 1 analyse manquante• Cyanure libre- 1 analyse manquante• Cyanures totaux- 1 analyse manquante• AOX- 1 analyse manquante• Manganèse- 1 analyse manquante• Etain- 1 analyse manquante• Dichlorométhane Les valeurs sont conformes pour les autres paramètres sur les 2 analyses présentées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs nécessaires attestant de la conformité des rejets à l'ensemble des VLE fixées au tableau annexé aux points de contrôle. Il devra, pour chaque paramètre, présenter 2 valeurs conformes espacées d'au moins 3 mois. A défaut de présenter 2 analyses complètes comportant chacune l'ensemble des paramètres, il établira un tableau de synthèse qu'il joindra aux justificatifs. L'ensemble des éléments sera transmis sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : VLE applicables aux eaux résiduaires - rubrique 2710-2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

Voir colonne "Rubrique 2710-2 (E)" du tableau en annexe
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des analyses menées en 2024 par EUROFINS et le laboratoire de Côte-d'Or sur ses rejets aqueux.</p> <p>Concernant les VLE fixée par l'arrêté visé en objet du présent point de contrôle, il ressort que l'exploitant devra justifier de sa conformité pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température - 1 analyse manquante • Ph - 1 analyse manquante • Indice phénol - 1 analyse manquante • Chrome VI - 1 analyse manquante • AOX - 1 analyse manquante <p>Les valeurs sont conformes pour les autres paramètres sur les 2 analyses présentées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs nécessaires attestant de la conformité des rejets à l'ensemble des VLE fixées au tableau annexé aux points de contrôle. Il devra, pour chaque paramètre, présenter 2 valeurs conformes espacées d'au moins 3 mois.</p> <p>A défaut de présenter 2 analyses complètes comportant chacune l'ensemble des paramètres, il établira un tableau de synthèse qu'il joindra aux justificatifs. L'ensemble des éléments sera transmis sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : VLE applicables aux eaux résiduaires - rubrique 2712-1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Voir colonne "Rubrique 2712-2 (E)" du tableau en annexe</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des analyses menées en 2024 par EUROFINS et le laboratoire de Côte-d'Or sur ses rejets aqueux.</p> <p>Concernant les VLE fixée par l'arrêté visé en objet du présent point de contrôle, il ressort que l'exploitant devra justifier de sa conformité pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température - 1 analyse manquante • Ph - 1 analyse manquante • DCO - 1 analyse non conforme à 167 mg/l pour une VLE à 125mg/l

- Chrome VI - 1 analyse manquante

Les valeurs sont conformes pour les autres paramètres sur les 2 analyses présentées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les justificatifs nécessaires attestant de la conformité des rejets à l'ensemble des VLE fixées au tableau annexé aux points de contrôle.

Il devra, pour chaque paramètre, présenter 2 valeurs conformes espacées d'au moins 3 mois. A défaut de présenter 2 analyses complètes comportant chacune l'ensemble des paramètres, il établira un tableau de synthèse qu'il joindra aux justificatifs. L'ensemble des éléments sera transmis sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois